

PNUD-KIBAI

[BULLETIN HEBDOMADAIRE DU PNUD BURKINA FASO]

SOMMAIRE

Éditorial	1
Focus	2
Ce que nous faisons	3 & 4
Portrait	5
Astuces	5
Le saviez-vous ?	6
Agenda et annonces	7
Détente	7

Le chiffre de la semaine :

1049

Chaque jour dans le monde, 1.049 jeunes (piétons, cyclistes, motocyclistes, conducteurs, passagers) de moins de 25 ans sont tués dans des accidents de la circulation qui sont la première cause de mortalité parmi les 15-19 ans, la deuxième chez les 10-14 ans et chez les 20-24 ans.



Burkina Faso

EDITORIAL : Mieux connaître l'opinion du personnel onusien

Le sondage mondial du personnel des Nations Unies a livré ses résultats cette semaine. De nombreux points de satisfaction sont à relever aussi bien dans la participation que dans l'interprétation de certains résultats qui reflètent une organisation en pleine réforme.

7 500 participants dont 65 au Burkina Faso : l'année 2006 a été marquée par un record de participation depuis l'instauration de ce sondage dont la première édition a eu lieu en 1999. En effet 7 500 personnes, soit 17% de plus qu'en 2005, ont satisfait l'administrateur délégué du PNUD, Kemal Dervis, pour qui, cette participation «indique que les cadres comme le personnel apprécient la valeur de cet exercice». Le PNUD Burkina fait partie des très bons élèves puisqu'il est le premier bureau de pays à avoir 100% de son personnel remplissant le questionnaire.

Une compréhension des attentes parfois mal perçue par les internationaux : La clarté des tâches de notre bureau est dans l'ensemble bien comprise (88%). Cependant, ce sondage révèle une mauvaise perception des attentes du PNUD Burkina par les internationaux qui n'ont répondu favorablement qu'à 75%. L'arrivée dans un nouvel environnement et dans une nouvelle équipe peuvent être une explication même qu'il ne faut pas omettre l'importance d'un superviseur et de termes de référence clairement définis et appliqués au préalable.

Les internationaux pas à l'aise pour rapporter des cas de harcèlement : 87% des sondés approuvent la diversité qu'elle soit liée à la lutte contre le harcèlement, à la promotion du genre et au respect des différences culturelles. Cependant l'analyse approfondie révèle que seulement 67% du staff international n'est pas à l'aise pour rapporter les cas de harcèlement. Les différences culturelles peuvent être une explication plausible à ce faible score qui démontre que des efforts sont à encore à faire dans la lutte contre le harcèlement sexuel.

Une satisfaction au travail, mais un déficit de fierté du bureau : 85% du personnel est satisfait de travailler au PNUD. Cependant un chiffre inquiète dans ce sondage : seulement 42% du staff international est fier de travailler pour le PNUD. L'organisation a en effet parfois du mal à conserver ses meilleurs éléments. C'est notamment le cas des Junior

Professional Officer (JPO) dont plus de la moitié quitte le PNUD à la fin de leur contrat.

Des objectifs de l'organisation clairs et à mieux communiquer : Le PNUD parvient à bien clarifier ses objectifs selon 84% des personnes sondées. Cependant, la communication et la diffusion de l'information sont à améliorer. L'organisation de rencontres périodiques et la diffusion d'un bulletin hebdomadaire du PNUD sont un apport indéniable au renforcement de la communication, mais des efforts sont à poursuivre. **Une bonne interaction avec le Management mais des difficultés dans la gestion des conflits** : 80% du personnel est satisfait de l'interaction avec le management que ce soit au niveau du RR, de la DRR-P et de la DRR-O. La confiance, l'honnêteté et l'intégrité sont des valeurs largement reconnues. Seule la gestion des conflits n'est pas assimilée comme une force aussi bien chez le staff local (61%) que les internationaux (60%). La médiation sera sans aucun doute à améliorer au cours des prochains mois en cas de répétition de conflit.

Une liberté d'action limitée chez les Services Contrats : La délégation est encouragée au sein du bureau. Cependant, elle est différemment perçue selon le contrat du personnel. En effet, seuls 50% des services contrats estiment qu'ils ont une liberté d'action au sein du bureau.

Des résultats contrastés sur le développement des carrières : 80% du personnel est satisfait du développement des carrières. Mais la promotion et l'avancement dans les carrières sont mis en doute par de nombreuses personnes. Ainsi, seulement 44% du staff local pense avoir une opportunité d'avancement dans les carrières, contre 58% pour le staff international. La plus grande surprise concerne l'encouragement à consacrer 5% de son temps à la formation. Le staff international n'a répondu positivement qu'à 58% à cette question, alors que de nombreuses opportunités lui sont offertes en particulier les JPO.

Une gestion des ressources humaines reconnue mais certaines reconnaissances contestées : De manière générale, la gestion des RH est jugée satisfaisante ; cependant l'analyse révèle qu'une faible majorité du personnel est d'avis qu'une reconnaissance des meilleures performances est appliquée



(ce chiffre tombe à 46% chez les hommes). Le staff international est encore plus critique puisqu'il n'est satisfait qu'à 58% de la reconnaissance qu'il reçoit.

Un contraste dans le respect des délais : Le service client qui s'est fortement développé au PNUD depuis la mise en place du Service d'Appui aux Projets est reconnu positivement à hauteur de 79%. Des différences importantes entre le staff local et international apparaissent cependant au sujet du respect des délais (84% contre 55%).

Atlas peu intégré chez les Services Contrats : Respectivement 42% et 44% du staff international et des Services Contrats estiment qu'il y a peu de duplication au niveau des tâches. Cela signifie que des doublons sont constatés. L'outil de gestion financière est reconnu comme essentiel à l'exception des services contrats souvent mis à l'écart dans la gestion de projets sur Atlas.

Un équilibre entre vie professionnelle et familiale à renforcer : le plus bas score de notre sondage concerne le Work life balance qui ne reçoit que 70% de satisfaction. Le Guide du bien être du personnel du PNUD, récemment publié, doit permettre de contribuer à un meilleur équilibre. Le rôle du management et de l'association du personnel pour une amélioration est à renforcer au même titre que la charge de travail distribuée de manière juste pour qui seulement 17% du personnel international est satisfait. Il est donc nécessaire de mieux distribuer la charge de travail afin de rendre la pression au travail acceptable par tous et à tous les niveaux. Il faut cependant noter que ces résultats pour le Burkinabè sont supérieurs à la moyenne mondiale.

La Rédaction

FOCUS : CONFÉRENCE DES MINISTRES AFRICAINS DE L'ENVIRONNEMENT (CMAE) RÉUNION EXTRAORDINAIRE SUR LE PROGRAMME D'INVESTISSEMENT STRATÉGIQUE DU FEM POUR LA GESTION DURABLE DES SOLS EN AFRIQUE

Les 24 et 25 avril 2007, se tiendra au Centre de conférences internationales de Ouaga 2000 la réunion extraordinaire sur le programme d'investissement stratégique du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) pour la gestion durable des sols en Afrique, co-organisée par le FEM et la Conférence des Ministres Africains de l'Environnement (CMAE).

Le programme d'investissement stratégique (SIP) est un programme du FEM qui vise à s'attaquer à la problématique de la gestion durable des sols en adoptant une démarche intégrée et globale, et en bâtissant les partenariats voulus avec tous les acteurs concernés. Le SIP en Afrique a été préparé avec le concours de toutes les Agences et Organismes d'exécution du FEM, ainsi que des organisations oeuvrant dans

la gestion durable des sols sur le continent.



L'objectif de cette rencontre est de faire aboutir le processus de consultation visant à mettre à la disposition de l'Afrique des ressources financières substantielles pour la gestion durable des terres.

La Conférence rassemblera également des donateurs bilatéraux et multilatéraux pour qu'ils réaffirment leur volonté de continuer à soutenir le programme lors de sa phase de mise en œuvre après qu'il ait été approuvé par le Conseil du FEM en juin 2007.

La réunion s'organisera autour de deux tables rondes. La première table ronde ministérielle portera sur les engagements en matière de GDT en Afrique sub-saharienne, avec des présentations des politiques nationales, des programmes de gestion durable, des engagements, des rôles et autres perspectives de GDT en Afrique sub-saharienne. Le Ministre de l'Environnement et du Cadre de Vie du Burkina Faso présentera à cette occasion l'exemple du programme national de partenariat pour la gestion durable des terres au Burkina Faso (CPP). La deuxième table ronde mettra l'accent sur la concertation des partenaires avec des dialogues et discussions inter-actives des membres partenaires et autres donateurs du SIP.

Le résultat attendu de cette conférence est l'adoption d'une déclaration de soutien et d'engagement des gouvernements africains et de leurs partenaires pour l'adoption et la mise en œuvre du SIP en Afrique.

NI

BONNES PRATIQUES : La base de données de consultants

Vous cherchez un expert en suivi/évaluation ? Ou un consultant pour formuler votre dernier projet ? La base de données des fournisseurs qui a été lancée en 2006 a été élargie et contient maintenant un volet des consultants.

Vous pouvez accéder à la base via le lien de l'intranet <http://fsbf02/suppliers>. Vous n'avez pas besoin de mot de passe, avec un simple clic vous avez accès directement à la base. Vous pouvez afficher toutes les informations sur les consultants, les filtrer selon les domaines de com-

pétences recherchés et télécharger les CV.

Les CVs actuellement disponibles ont été mis à disposition par certains collègues de notre bureau. La saisie reste la responsabilité des Services d'appui aux projets (SAP). Si vous avez des CVs intéressants, n'hésitez pas à les envoyer aux SAP afin de partager ces profils avec vos collègues. Tous les consultants pour qui nous établirons un SSA seront automatiquement enregistrés dans la base pour des sélections futures.

Quelques chiffres sur la base de données de consultants :

- 31 profils actuellement disponibles
- Jusqu'à 5 domaines de compétence peuvent être attribués à un consultant
- 66 domaines de compétences disponibles qui sont structurés selon nos différentes pratiques

Bernhard Ainetter

CE QUE NOUS FAISONS : Évaluation des besoins pour une mise à l'Échelle : accélération de l'atteinte des OMD

Le Principe : La programmation axée sur les OMD

Les pays d'Afrique au sud du Sahara n'atteindront pas les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) si les ambitions ne sont pas rehaussées. En terme programmatique, ceci revient à passer de la programmation de moyens consistant à fixer des objectifs non trop ambitieux du fait de contraintes financières, à une programmation par objectif permettant de déterminer les moyens additionnels requis pour transformer les objectifs en résultat. Les objectifs à atteindre sont ceux issus de la déclaration du Millénaire à savoir les OMD. Les moyens additionnels sont ceux potentiellement mobilisables du fait (i) de l'engagement des pays donateurs d'aide d'accroître l'Aide publique au développement (APD) à hauteur de 0.7% de leur revenu national et (ii) de renforcer les capacités des pays partenaires et de simplifier et harmoniser les canaux de fourniture de l'Aide publique au développement pour qu'elle puisse libérer tout son potentiel d'amélioration des conditions de vie des populations. L'additionnalité de l'aide publique au développement dont est faite référence consiste à son accroissement prévu et en complément des ressources nationales à mobiliser par le pays partenaire.

Quels sont les enjeux et défis de la programmation axée sur les OMD dans le contexte du Burkina Faso? quelle est la particularité de l'expérience burkinabé? Quels sont les défis pour le Système des Nations Unies (SNU)?

Les enjeux et défis de la mise à l'échelle et le rôle du PNUD: cas du Burkina Faso

Les enjeux et défis de la programmation axée sur les OMD consistent non seulement en la détermination des besoins d'investissements et de fonctionnement nécessaire pour accélérer l'atteinte des OMD en 2015, mais aussi en la mobilisation des ressources internes et externes pour le financement de l'écart entre besoins et disponibilité financière. C'est l'évaluation des besoins et la mise en œuvre d'une stratégie de mise à l'échelle. Au Burkina Faso, l'exercice d'évaluation des besoins se fait sous le leadership de la Direction générale de l'économie et de la planification (DGEP). L'appui du PNUD a d'abord consisté à favoriser l'appropriation des outils d'évaluation par la DGEP qui, par la suite s'est attachée à former les ministères sectoriels. Huit secteurs sont concernés par l'exercice. Des résultats provisoires (en milliards de FCFA) sont obtenus

pour quatre secteurs – Éducation (352), VIH/Sida (285), infrastructure (1794), Eau et assainissement (441). Il reste à finaliser les estimations pour les secteurs Énergie, Santé, Genre et Développement rural. Au cours de la revue annuelle du CSLP/PAP du 6 avril 2007, une « Note sur la stratégie nationale d'accélération de la mise en œuvre des besoins a été présentée par la DGEP au Gouvernement, aux Partenaires techniques et financiers, aux Organisations de la société civile et au secteur privé. La finalisation de l'évaluation des besoins servira la révision des politiques sectorielles et des Cadres de dépenses à moyen terme. La stratégie d'accélération sera soumise en conseil de ministre et un plan de renforcement des capacités sera élaboré pour accompagner la mise en œuvre de la stratégie.

La mise en œuvre de la stratégie nationale d'accélération de l'atteinte des OMD présente des risques. Des risques d'éviction de l'investissement privé, de survenance du Dutch disease notamment. Lorsqu'une partie de l'investissement requis est financée par emprunt sur le budget de l'Etat, celui-ci va se trouver en concurrence forte avec le secteur privé sur le marché financier. Ceci aura pour conséquence un accroissement du taux d'intérêt (augmentation du loyer de l'argent) et diminuant ainsi les investissements du secteur privé. L'expression « Dutch disease » ou Syndrome hollandais fait référence aux difficultés économiques – stagnation économique, baisse des investissements privés, accroissement du taux de chômage ; baisse de la compétitivité globale de l'économie- que la Hollande a subi après la mise en exploitation des gisements de gaz dans la région de Slochteren dans les années 70 ; celle de syndrome pétrolier est d'usage plus fréquent, en référence à la situation de divers pays en développement exportateurs de pétrole. S'achemine-t-on dès lors vers un syndrome de l'Aide qui se traduirait par une performance des secteurs identifiés et bénéficiaires des mesures d'accélération et une stagnation des autres secteurs ?

Spécificité du processus burkinabé : leadership national et appropriation.

Du 11 au 13 avril, le bureau régional du PNUD Afrique a organisé à Lomé au Togo un atelier sur la programmation axée sur les résultats. Cet atelier a regroupé des cadres des administrations nationales en Afrique francophone et Lusophone et des Économistes du PNUD et d'autres coopérations au développement comme la SNV. Au cours de cet atelier, les pays partici-

pants ont pu partager leurs expériences programmatiques axées sur les OMD.

Le processus burkinabé se distingue des autres processus nationaux aussi bien sur la forme que sur le fonds. Au Burkina Faso, le PNUD a joué un rôle d'appui conseil et de facilitation du processus de renforcement des capacités nationales permettant à la partie nationale de s'approprier les résultats. Le processus d'évaluation des besoins a été mené sous le leadership de la DGEP du Ministère de l'Économie et du développement (MEDEV). La DGEP à son tour a formé et appuyé l'organisation des travaux sectoriels. Les acteurs sectoriels se sont appropriés le concept et l'outil de planification et à certains égards ont pu adapter les modèles aux spécificités nationales. Tout en travaillant à l'évaluation des besoins et par soucis de transparence, les résultats préliminaires et les perspectives d'avenir ont été présentés aux acteurs nationaux – Gouvernement, secteur privé, OSC et aux PTF au cours de la revue annuelle du PAP/ CSLP. Les acteurs nationaux de l'évaluation ont pris conscience des enjeux et défis d'ajustement des politiques sectoriels, de renforcement des capacités pour accompagner la mise en œuvre de la stratégie d'accélération.

L'atteinte des OMD : un défi pour le SNU

Le processus de passage à l'échelle constitue un défi de taille pour le Système des Nations Unies. L'engagement des agences spécialisées dans le processus de passage à l'échelle pourrait être plus soutenu et le rôle leader du PNUD dans la coordination davantage reconnu.

La capacité de l'ensemble des agences des Nations Unies à délivrer un appui conseil de qualité, précis et opérationnel doit être significativement renforcé. Si l'UNDAF mentionne les priorités nationales en théorie, cet outil commun aux agences du SNU reste en pratique peu ancré sur les stratégies et politiques sectorielles du pays partenaire. Le diagnostic dressé lors de l'atelier de Maputo sur la place du SNU dans le nouvel environnement de l'aide apparaît réaliste au vu des difficultés du SNU à s'engager des dans des appuis conseils concrets et opérationnels.

Le bureau du PNUD Burkina Faso reçoit de nombreuses demandes d'appuis dans des domaines essentiels pour l'atteinte des OMD mais relevant du niveau régional ouest africain : le suivi évaluation du Programme économique régional (PER), l'appui à l'association Investir en Zone Franc (IZF), le suivi des négociations commerciales et l'analyse de leur impact sur la pauvreté (notamment pour l'accord de partenariat économique) ou encore l'appui au renforcement des capacités dans le domaine de l'économie de la régulation afin de permettre aux professionnels de la région. Sans aucun doute, les pays partenaires attendent du PNUD un engagement dynamique et cohérent des centres régionaux sur ces questions.

Hervé Kouraogo et Nicolas Ponty.

CE QUE NOUS FAISONS : PROGRAMME D'OPERATIONS DU FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL (FEM) SUR LA GESTION DURABLE DES SOLS (Operational programme 15 ou OP 15)

L'appui du FEM vise essentiellement à financer les surcoûts dus à la mauvaise mise en œuvre des politiques nationales de développement, ayant entraînés la dégradation des écosystèmes, l'augmentation des émissions des dioxydes de carbone, l'accumulation et les rejets de sédiments dans les eaux régionales et internationales, etc. en un mot, la régression voire la disparition de la diversité biologique.

Dans le cas spécifique de la dégradation des terres, l'objectif poursuivi par le FEM à travers son programme OP 15 est d'opérationnaliser la gestion durable des sols et d'en minimiser les causes de la dégradation.

Les activités financées par le FEM au titre du programme OP 15 devraient permettre d'obtenir les résultats suivants : (i) Le renforcement des ressources institutionnelles et humaines pour améliorer la planification et l'exécution des projets axés sur la gestion durable des sols afin de préserver l'environnement mondial dans l'optique d'un développement durable. (ii) Le renforcement du cadre d'intervention, de l'environnement réglementaire et du régime d'incitations économiques pour faciliter la diffusion de modes de gestion durable des sols dans tous les secteurs, les pays devant faire face à de multiples pressions exercées sur la terre pour les besoins des activités économiques, la préservation de la structure et de l'intégrité fonctionnelle des écosystèmes, et d'autres activités. (iii) L'accroissement de la productivité économique des terres grâce à une gestion durable et à la préservation ou au rétablissement de la structure et de l'intégrité fonctionnelle des écosystèmes.



Le FEM a un rôle important à jouer pour mener l'élargissement de la GDT, en ciblant le développement d'un environnement institutionnel et politique favorable, en stimulant les co-financements et en encourageant les coalitions dans les pays, à un niveau plus substantiel que ce qui a déjà été accompli. L'approche visant à inscrire un cadre programmatique d'action au sein d'une approche régionale, ancrée auprès des institutions et initiatives africaines et menée par elles, permettra de catalyser et renforcer l'engagement et l'investissement au niveau pays, et ainsi de générer un impact plus important et plus rentable qu'actuellement.

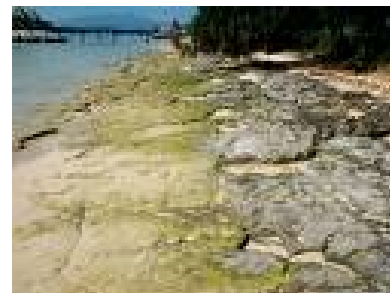
Depuis la signature de la Convention des Nations Unies de Lutte contre la Désertification (UNCCD), l'appel à l'action de l'Afrique Sub-Saharienne pour soutenir les efforts de lutte contre la dégradation des terres n'a pas été suivi de manière adéquate. Des avancées importantes pourraient être effectuées à travers la mise à l'échelle systématique des approches de gestion durable des terres (GDT).

Cependant, les pays d'Afrique Sub-Saharienne, dans leur quasi-totalité, n'ont pas su tirer profit des possibilités offertes par le FEM et les autres partenaires techniques et financiers.

Aussi, le FEM est entrain de mettre en place un Pro-

gramme Stratégique d'Investissement du FEM pour la GDT en Afrique Sub-Saharienne (SIP) comme réponse à la situation actuelle.

L'objectif poursuivi par le SIP, est d'améliorer les moyens de subsistance reposant sur les ressources naturelles, en prévenant et en traitant la dégradation des terres. La mobilisation des ressources du FEM pour atteindre ce but contribue directement à la réalisation par les acteurs africains des Objectifs du Millénaire pour le Développement portant sur la faim et l'environnement, ainsi qu'aux priorités de l'UNCCD exprimées dans les documents de planification nationale et sous-régionale, et aux objectifs des programmes agriculture et environnement du NEPAD.



Dans le cadre de la présente conférence, il a été demandé au Conseil du FEM d'approuver le cadre programmatique du SIP, assorti d'un portefeuille d'activités planifiées pour 2007-2010, pour un montant total de 150 millions de dollars dans le cadre du FEM-4. Cette requête pourrait constituer une partie d'une séquence de trois phases de quatre ans, chacune des phases étant liée à une reconstitution du FEM et sujette à l'atteinte de points de déclenchement clairement précisés. Le SIP contribuera directement à la mise en œuvre de la stratégie des domaines prioritaires de dégradation des terres du FEM.

La présente conférence devrait permettre au FEM d'obtenir l'engagement politique des Ministres africains, ainsi que des partenaires techniques et financiers pour faire adopter le SIP au conseil du FEM en juin 2007.

NI

« Une amélioration importante a consisté à décomposer l'indicateur »

PORTRAIT : M. BERNHARD AINETTER, LE CANADIEN



M. Bernhard Ainetter et Mlle Aminata Cissé

Âgé de 32 ans, Ainetter Bernhard est née à Tirol en Autriche dans les Alpes autrichiennes.

Après un séjour d'un an de temps au bureau du PNUD Burkina au Centre de service en tant que Procurement Officer, Bernhard nous a quitté pour rejoindre son Canada, sa nouvelle patrie. Mais trois mois après son retour au pays, il a du revenir au Burkina pour un remplacement de six semaines.

Pour Bernhard, « les Services d'appui aux projets sont

devenus incontournables pour tous les aspects de procurement des projets. La mise en place des outils comme la base de données de fournisseurs et consultants, le procurement plan, mais aussi les expériences de l'année dernière ont permis de proposer un service fiable d'achat de biens et services. »

Quant à son deuxième séjour au bureau, en tant que remplaçant, la passation a été très bien préparée et il était opérationnel dès le premier

jour. De plus, il a énormément apprécié de pouvoir revenir pour cette mission et de rencontrer tous les amis et collègues qu'il a laissé lors de son départ. Même si le choc climatique (-25° à +35), n'a pas été évident pour lui. Comme il le dit lui-même, il est passé du 'frigo au four'. Mais « grâce à mes amis j'ai immédiatement retrouvé mes repères, et la première Flag n'a pas du attendre trop longtemps non plus. Ce qui me manquera le plus lors de mon retour sera certainement la chaleur humaine des burkinabé dont je garderai toujours un souvenir merveilleux. »

Bernhard compte dès son retour au Canada reprendre la course à pied (son loisir favori en plus des festivals de musique) qu'il a un peu délaissé en étant ici. Son prochain objectif est de remporter le Marathon de Montréal qui se tiendra en septembre de cette année.

Au Burkina ses principaux loisirs sont les sorties en brousse, l'achat de l'artisanat et les voyages.

LD/NI

« Il faut cesser de réduire le concept de coopération pour le développement à l'aide »

ASTUCE DE SECURITE : S'INSCRIRE DANS ISECT (SUITE)

S'INSCRIRE DANS ISECT EN SEULEMENT CINQ (5) CLICKS :

- 1er click : Allez sur le site de UNDSS <https://dss.un.org>
- 2è click : Cliquez sur inscription et remplissez le formulaire puis register
- 3è click : Cliquez sur connexion et complétez les champs
- 4è click : Cliquez sur Isect—Security clearance and travel notification; puis cliquez sur isect français ou anglais
- 5è click : Enregistrez vous sur tous les cinq rubriques à l'écran (détails de profil, personnes à charge, contact de secours, formations, numéro de téléphone).

LE SAVIEZ-VOUS ? : SPECIAL TRAFIC DROGUE

Le trafic de drogue est estimé à un montant annuel de 3 000 milliards de dollars.

La drogue est responsable de 15% de la mortalité des 25/35 ans dans le monde.

Cannabis

Le cannabis reste la drogue illicite d'origine végétale la plus produite et la plus sujette au trafic dans le monde. C'est aussi la substance la plus saisie dans l'UE.

Selon l'OICS, le premier producteur mondial de cannabis est l'Amérique du Nord, cependant l'essentiel de cette production est réservé au marché local.

L'Afrique est le deuxième producteur mondial de cannabis, mais c'est seulement la production du Maroc qui alimente près de 80% du marché européen principalement en résine de cannabis dont il est le premier producteur mondial, le reste de la production étant consommé sur le marché local.

Dans l'ensemble de l'UE, en Bulgarie, en Roumanie et en Norvège, au sein de la population adulte (15 à 64 ans), on estime que 65 millions d'adultes, soit 20 % de cette population, ont essayé le cannabis au moins une fois (usage au cours de la vie) ; 22,5 millions, soit 7 % des adultes, en ont consommé au cours des 12 derniers mois (usage récent) ; 12 millions, soit 4 % de la population adulte, en ont pris au cours des 30 derniers jours (usage actuel) ; 3 millions, soit 1 % des adultes, sont des usagers quotidiens ou quasi-quotidiens (usage intensif).

Cocaïne

La cocaïne est la drogue qui fait l'objet du commerce illicite le plus intense dans le monde après le cannabis. D'après l'ONUDC, la Colombie est le premier producteur de feuilles de coca illicites dans le monde, devant le Pérou et la Bolivie. La production mondiale de cocaïne a été estimée à 687 tonnes en 2004.

Ces filières issue d'Amérique du Sud sont étroitement liées aux jeux des pouvoirs politiques locaux : Manuel Noriega, les FARC, cartel de Medellín, cartel de Cali, le Sentier lumineux, le Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru, etc.^[5]

Toujours, selon l'OICS, l'essentiel de la cocaïne disponible dans le monde est produite en Colombie mais elle est transformée dans la plupart des pays d'Amérique du Sud.

Elle transite ensuite soit par le couloir de l'Amérique centrale et du Mexique pour entrer aux États-Unis (92 % de la cocaïne introduite aux États-Unis) ; soit par l'Afrique occidentale pour entrer en Europe par l'Espagne ou les Pays-Bas.

D'après, l'OICS dans son rapport du 1^{er} mars 2006, l'Afghanistan est le premier producteur mondial de pavot à opium (87% de la production mondiale), 60% du produit transite par l'Asie occidentale et 20% par l'Asie centrale pour rejoindre ensuite essentiellement l'Europe mais aussi l'Amérique du Nord.

Pour 2004, on estime que 74 tonnes de cocaïne ont été saisies dans l'Union européenne. La plupart des saisies ont été enregistrées dans des pays d'Europe occidentale, en particulier en Espagne, qui représente près de la moitié des saisies et des quantités interceptées dans l'UE au cours des cinq dernières années.

Dans l'ensemble de l'UE, en Bulgarie, en Roumanie et en Norvège, parmi la population adulte (15 à 64 ans), on estime que 10 millions d'adultes, soit plus de 3 % de cette population, ont essayé la cocaïne

Amphétamines et méthamphétamine

L'Europe occidentale et centrale reste une région importante de production et de commerce illicite des amphétamines, mais pas de méthamphétamine, dont l'utilisation et la consommation sont circonscrites à quelques pays.

En Europe, la production de méthamphétamine est en grande partie limitée à la République tchèque, où cette drogue est fabriquée de manière illicite depuis le milieu des années 80 sous le nom de «pervitine».

Sur les 6 tonnes d'amphétamines saisies dans le monde en 2004, environ 97 % l'ont été en Europe, surtout en Europe centrale et occidentale et en Europe du Sud-Est.

Sur les 11 tonnes de méthamphétamine saisies dans le monde en 2004, environ

59 % l'ont été en Asie de l'Est et du Sud-Est et 37 % en Amérique du Nord.

Dans l'ensemble de l'UE, en Bulgarie, en Roumanie et en Norvège, parmi la population adulte (15 à 64 ans), on estime que 10 millions d'adultes, soit 3 % de cette population, ont essayé des amphétamines

Ecstasy

L'Europe reste le principal centre de

production d'ecstasy, même si l'on assiste ces dernières années à un essaimage de la fabrication d'ecstasy dans d'autres parties du monde, en particulier en Amérique du Nord et en Asie de l'Est et du Sud-Est.

Le trafic d'ecstasy est extrêmement concentré en Europe occidentale, bien que, à l'instar de la production, il se soit répandu à travers le monde ces dernières années.

Sur les 8,5 tonnes d'ecstasy saisies dans le monde en 2004, 50 % ont été interceptés en Europe centrale et occidentale, 23 % en Amérique du Nord et 16 % en Océanie.

En 2004, 28,3 millions de comprimés d'ecstasy ont été confisqués dans l'UE.

Dans l'ensemble de l'UE, en Bulgarie, en Roumanie et en Norvège, parmi la population adulte (15 à 64 ans), on estime 8,5 millions d'adultes, soit 2,6 % de cette population, ont essayé l'ecstasy au moins une fois (usage au cours de la vie) ;

Héroïne

L'héroïne consommée en Europe est principalement fabriquée en Afghanistan, qui reste le premier fournisseur mondial d'opium illicite (89 % de la production mondiale en 2005). D'après l'ONUDC, 59,2 tonnes d'héroïne ont été saisies dans le monde en 2004, dont 50 % en Asie et 40 % en Europe. D'après les dernières estimations, il y aurait environ 1,7 million d'usagers d'opiacés à problème (essentiellement des usagers d'héroïne) dans l'UE aujourd'hui.

Jusqu'au milieu des années 1970, les filières d'acheminement d'héroïne sont tenues par les français de la « French connection » qui s'approvisionne en Turquie^[4] et la mafia américaine héritière de Lucky Luciano. Après l'élimination de la « French connection » c'est avec la Turquie ou l'Albanie comme pays de transit.^[4]

En France, elle est remplacée dans les années 1980 par la filière nigérienne changeant ainsi de pays de transit mais pas de pays producteurs.^[5]

D'après, l'OICS dans son rapport du 1^{er} mars 2006, l'Afghanistan est le premier producteur mondial de pavot à opium (87% de la production mondiale), 60% du produit transite par l'Asie occidentale et 20% par l'Asie centrale pour rejoindre ensuite essentiellement l'Europe mais aussi l'Amérique du Nord.

Mais c'est en Amérique du sud notamment en Colombie qu'est produite et transformée près de 60% de l'héroïne disponible sur le marché américain où elle entrerait en passant par le Mexique.

Une partie de la production licite de pavot à opium des indes est détournée pour le marché clandestin et transformée et consommée sur place. (source Internet)

P N U D—BURKINA
FASO

PNUD
Immeuble des Nations Unies
01 BP 575 Ouagadougou 01
Burkina Faso

Tél. : 226.50.30.62/63/64
Fac-similé : 226.50.31.04.70
Courriel : registry.bf@undp.org

Visitez notre site
web : www.pnud.bf

Directeur de Publication
Ruby Sandhu-Rojon

Coordonnateur de la Rédaction
Mahamadi Ouédraogo

Rédacteurs
Mauro Pavesi
Jean-Philippe Tissier
Mahamadi Ouédraogo
Laure Diallo

Stagiaire
Nadège Ilboudo

Secrétariat de Rédaction
Mahamadi Ouédraogo

Conception et mise en page
Mahamadi Ouédraogo

Lecteur-Correcteur-Réviseur
Alima Déborah Traoré

Publication
Laouali Sanou

AGENDA & ANNONCES

La clôture des activités de sensibilisation sur le sida des enfants du personnel, interviendra le jeudi 26 avril 2007 dans la salle de conférence de l'immeuble des nations unies à partir 15 h 30 mn. La cérémonie sera placée sous la présidence du Coordonnateur résident ai. du Système des nations unies.

Mme Ruby Sandhu-Rojon, Directrice de Pays, sera absente du bureau du 23 avril au 04 mai 2007 pour participer au Cluster Meeting des Représentants Résidents d'Afrique, à Brazzaville au Congo.

Le PNUD BF va participer à l'élaboration d'un outil de Global Compact. Il s'agit d'un cadre d'évaluation des partenariats UN / secteur privé, pour analyser les impacts obtenus par le biais de ces partenariats ainsi que leur durabilité. Cet outil a été initié et développé par le Global Compact, et va être testé sur des 10 partenariats précis à travers le monde, dans les prochaines semaines. Notre bureau est concerné au titre de notre partenariat avec la société privée Aarhus pour le programme Plateformes multifonctionnelles.

L'objectif de ce test est double : bénéficier des inputs du personnel du PNUD et de ces sociétés privés pour améliorer l'outil ; recueillir des témoignages et informations pour alimenter la publication qui sera présentée lors du Leader Summit en juillet prochain. Cet outil sera ensuite disponible gratuitement, et distribué au sein du SNU et aux principaux partenaires privés.

La tripartite finale du projet Nazinga aura lieu les 26 et 27 avril. Ce projet de 2.5 millions de \$, était financé par le Fonds pour l'Environnement Mondial à travers le PNUD. Son objectif principal était de protéger et en même temps de valoriser la biodiversité dans cette zone de ranching. L'expérience et les nombreux résultats atteints par ce projet ont déjà été partagés dans la sous région.

DÉTENTE : LE CAPITAINE ET LA RECRUE

Dans une caserne, un capitaine croise une jeune recrue fraîchement débarquée de l'école de gendarmerie :

- Comment vous appelez-vous, mon garçon ?

- Thomas, et vous ?

- Mon petit bonhomme, je ne sais pas d'où vous arrivez mais sachez que je suis le capitaine et que je m'appelle Mon Capitaine. Par ailleurs, dans ma compagnie, j'appelle les gens par leur nom de famille. Si

vous vous appelez Thomas Tartempion, je vous appellerai Tartempion et pas Thomas. Me suis-je bien fait comprendre ?

- Oui, mon capitaine.

- Alors, c'est quoi votre nom de famille ?

- Montcherry.

- Très bien, Thomas, au travail maintenant

